



**UNION
POUR LA DÉMOCRATIE
ET LE PROGRÈS SOCIAL**

PRESIDENCE DU PARTI

LE SECRETAIRE GENERAL

MEMO DE L'UDPS

**ADRESSÉ AUX MEMBRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS-UNIES / ONU**

**À LA 72^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR
LA PÉRIODE DE TRANSITION EN REP. DÉM. DU CONGO
EN CAS DE LA NON ORGANISATION DES ÉLECTIONS AU
31 DÉCEMBRE 2017 AU PLUTARD**

PAR

JEAN MARC KABUND-A-KABUND

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

NEW-YORK/USA

19 DÉCEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1. INTRODUCTION**
- 2. SOURCE DE LA CRISE POLITIQUE EN RDC**
- 3. LE COUP DE SIFFLET DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE**
- 4. L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE 2016**
- 5. MECANISME DE SORTIE DE CRISE**
- 6. MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD**
- 7. LE PLAN DE L'UDPS**
- 8. RECOMMANDATIONS**
- 9. CONTACT**

1. INTRODUCTION

La RDC vit actuellement une crise grave au sommet de l'État. Les Assemblées provinciales et le Senat n'ont pas été renouvelés par la voie des urnes depuis plus de 10 ans. Les députés nationaux continuent à siéger sans mandat depuis février 2017.

Ce tableau sombre du désordre politique dans la gouvernance du pays a été complété le 19 décembre 2016, avec le refus de Mr Joseph Kabila d'organiser les élections présidentielles et législatives au terme de son second et dernier mandat constitutionnel, dans le seul but d'asseoir son hégémonie sur la RDC en se maintenant indéfiniment au pouvoir.

Leader averti et témoin oculaire de la dégradation des conditions sociales du peuple congolais suite à cette crise politique, le Président de l'UDPS, Son Excellence Dr Etienne Tshisekedi wa Mulumba, paix à son âme, avait lancé, en Février 2015 déjà, la Feuille de Route pour sortir le pays de cette macabre situation. Cet appel a été relayé le plus largement possible et dans toutes les officines diplomatiques, par le Rassemblement des Forces Politiques et Sociales acquises au Changement dès juin 2016.

Dans ce message, hautement patriotique, le Président Tshisekedi, d'heureuse mémoire, souhaitait vivement un dialogue direct, franc et inclusif sur une courte durée et sous une médiation véritablement indépendante, entre la famille politique de Mr Kabila et l'opposition démocratique qu'il incarnait lui-même avec beaucoup d'autorité.

C'est la Conférence Episcopale Nationale du Congo-CENCO, présidée par Mgr Utembi qui méritera la confiance des deux camps. Ils acceptent enfin d'échanger directement et sans tabou. Des discussions houleuses et des négociations faites d'exigences et des concessions débouchent sur ce que tout le monde a nommé «L'Accord du 31 décembre 2016 », aussi appelé «L'Accord de la Saint-Sylvestre», salué et soutenu par la Résolution 2348 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Malheureusement, la non-application intégrale de cet Accord a largement contribué à l'aggravation de la crise politique, à laquelle l'UDPS propose de nouvelles pistes de sortie à travers ce mémorandum.

2. SOURCE DE LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE EN RDC

En 57 ans d'indépendance, la République Démocratique du Congo a connu une succession des conflits armés et des crises politiques, qui ont pratiquement bloqué le développement du pays et sa préparation au rendez-vous des nations.

Après les 32 ans de dictature sous le Maréchal Mobutu Sese Seko et une transition de 4 années administrées par Laurent-Désiré Kabila, le Congo vit pratiquement, depuis 16 ans, sous une dictature aux allures démocratiques avec Monsieur Joseph Kabila, l'épicentre de la crise actuelle.

En effet, en 2002, après la mort du Président Laurent-Désiré Kabila, la constitution a été modifiée une première fois, pour faire sauter le verrou de l'âge fixé à 30 ans pour accéder à la magistrature suprême en RDC. C'est grâce à ce changement que Mr. Kabila devient Chef de l'Etat alors qu'il n'avait que 28 ans.

En 2006, alors que le pays s'acheminait vers ses premières élections pluralistes et démocratiques, la constitution a été de nouveau retouchée pour supprimer le débat contradictoire imposé aux deux candidats arrivés en tête à l'élection présidentielle, afin de les partager au second tour. Mr Kabila a été le grand bénéficiaire de cette modification. Il a été proclamé vainqueur et Président de la République avec un mandat de 5 ans.

En 2011, alors que Monsieur Kabila se lançait à la conquête du second et dernier mandat, selon l'Art. 220 de la constitution, ses stratèges, craignant une cuisante défaite et appuyés par un parlement totalement instrumentalisé, ont, pour la 3^{ème} fois, plongé dans la constitution pour l'amputer du 2^{ème} tour à l'élection présidentielle.

Malgré que la majorité des observateurs avaient accordé la cinglante victoire de l'édition 2011 au candidat de l'UDPS, Feu Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba, paix à son âme, en dénonçant les fraudes massives, la Commission Nationale Électorale Indépendante – CENI avait

proclamé Joseph Kabila vainqueur, entraînant ainsi une contestation immédiate de son adversaire, le politicien le plus populaire de la RDC et même du continent africain. Mr Kabila fera désormais face à une contestation persistante et continue de sa légitimité et à une décrédibilisation des institutions qui l'accompagnent. La crise politique prend alors naissance et débouche, par voie de conséquence, sur la crise économique et sociale doublée de multiples violations des droits fondamentaux de la personne humaine.

La fameuse crise s'est définitivement installée en RDC après le refus de Mr Kabila d'organiser même le seul tour constitutionnel restant pour les élections présidentielles, à la fin de son second et dernier mandat intervenu le 19 décembre 2016.

Ce comportement anti-démocratique de Joseph Kabila a soulevé un tollé à travers le monde. À l'intérieur du pays, les manifestations contre le régime kabiliste ont abouti aux massacres des manifestants, d'abord les 19-20 septembre, ensuite les 19-20 décembre 2016, ce qui a poussé la communauté internationale à entrer de nouveau en scène au Congo.

3. LE COUP DE SIFFLET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Devant l'aggravation de la situation et la menace de plus en plus évidente sur la paix en RDC et dans la région des Grands Lacs, la communauté internationale a convié les principaux acteurs politiques congolais à un dialogue direct, franc, sans exclusif et surtout, sans tabou, conformément à la résolution 2098 de 2013, votée par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Ce coup de sifflet magistral était aussi l'aboutissement de plusieurs mois d'intenses efforts, conjugués sans faille par le Président Tshisekedi en faveur d'un dialogue entre les tenants du pouvoir et la vraie opposition. Dès novembre 2016, les acteurs de la classe politique et sociale se sont accordés pour engager des débats francs et inclusifs sous les bons offices de la Conférence Episcopale Nationale du Congo, dans le but de redonner au pays la chance de repartir sur de nouvelles bases et de consolider le

processus électoral, aliéné par le pouvoir de Joseph Kabila et sa famille politique.

4. L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE 2016

Les délégués des deux camps, celui de Monsieur Kabila et celui du Président Etienne Tshisekedi ont reconnu que les débats étaient francs et directs, chaque partie étant appelée à faire des concessions sur ses exigences pour marquer le progrès dans les négociations.

Néanmoins, à l'issue de ce dialogue tant souhaité par le Président Tshisekedi, un Accord politique global et inclusif a été signé par les parties prenantes, le 31 décembre 2016, à la satisfaction de l'ensemble du peuple congolais et de la communauté internationale, dont l'appui significatif a été marqué par la Résolution 2348 du Conseil de Sécurité.

5. MECANISME DE SORTIE DE CRISE

Pour mettre fin à la crise qui frappe la République Démocratique du Congo, les signataires de l'Accord du 31 décembre 2016, aussi appelé « l'Accord de la Saint-Sylvestre » ont convenu ce qui suit :

- 5.1 **Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement** de transition sera présenté par l'opposition/Rassemblement, et nommé par le Président de la République, conformément à l'Art. 72 de la Constitution. *(Point 3.3)* ;
- 5.2 **Un Conseil National de Suivi de l'Accord** – CNSA sera mis sur pied et dirigé par le Président du Conseil des Sages du Rassemblement des Forces Politiques et Sociales Acquisées au Changement ;
- 5.3 **Pour recréer un climat de confiance**, le pouvoir de Mr Kabila doit prendre des mesures de décrispation en libérant tous les prisonniers politiques *(Point V.1)* ;

- 5.4 **Tous les acteurs politiques doivent avoir** accès aux médias d'État et tous les médias proches de l'opposition doivent être reouverts (*Point V.2, V.3, V.4*) ;
- 5.5 **Tous les exilés politiques doivent** retourner au pays de façon sécuritaire ;
- 5.6 **Les poursuites arbitraires et le harcèlement** judiciaire à l'endroit des opposants doivent cesser ;
- 5.7 **L'espace politique doit être ouvert** à tous et la répression aveugle des manifestations populaires de l'opposition doit cesser ;
- 5.8 **Les élections libres, démocratiques** et transparentes doivent être organisées au plus tard le 31 décembre 2017, afin de favoriser l'alternance politique au sommet de l'État en RDC ;
- 5.9 **Durant la période de transition**, il y a une interdiction formelle de modifier la constitution de la république, soit par voie parlementaire, soit par voie référendaire (*Point II.1, II.2*) ;
- 5.10 **La pratique du dédoublement** des Partis politiques doit cesser.

6. MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE 2016

En lieu et place de procéder à l'exécution de toutes les mesures consensuelles afin de juguler la crise et remettre le pays dans un cadre de fonctionnement acceptable, Joseph Kabila s'est plutôt employé à bloquer systématiquement l'Accord au risque de mettre le pays sous la menace d'une nième guerre civile doublée d'un chaos, dont les effets précurseurs sont perceptibles à travers l'aggravation de la situation socio-économique et sécuritaire de la population congolaise.

Avec ce blocage politique, Monsieur Kabila a réussi à geler, sinon à suspendre l'élan démocratique lancé il y a plus de vingt ans, par le Président Mobutu Sese Seko, de triste mémoire et pour lequel plusieurs de nos membres du Parti et autres compatriotes ont lutté jusqu'au sacrifice suprême mais aussi, un élan pour lequel la communauté internationale s'est investie sans réserve afin que la RDC atteignent un niveau de fonctionnement basé sur une stabilité démocratique.

À cause de Mr Kabila qui semble être résolument déterminé à ne pas quitter le pouvoir, le processus démocratique en RDC est en pleine régression, en rapport avec les progrès accomplis jadis.

En présidant le pays en dehors du cadre tracé par l'Accord de la Saint-Sylvestre, Mr. Kabila défie le peuple congolais d'une part et de l'autre, la communauté internationale qui dispose au Congo, de la plus importante mission de la paix au monde.

Aujourd'hui, l'instinct dictatorial a rattrapé Mr Kabila. Les violations des droits fondamentaux des citoyens sont devenues monnaie courante. On note, entre autre :

- l'exacerbation de la tension politique et le dysfonctionnement des institutions de la République animées par des mandataires politiques illégitimes suite au dépassement de leurs mandats constitutionnels, dont certains depuis plus de 10 ans;
- l'aggravation de la crise sociale et économique avec comme conséquence la paupérisation accrue de la population qui baigne dans une misère indescriptible ;
- la restriction de l'espace politique par l'interdiction des activités aux leaders et Partis politiques de l'opposition ainsi qu'à des organisations de la société civile pro-changement
- La montée croissante de l'insécurité à travers le pays, caractérisée par les tueries, plus particulièrement dans la région du Kasaï où plus de 5000 personnes ont été massacrés par les forces du régime en place depuis l'assassinat par le même régime, du grand Chef coutumier Kamuina N'sapu le 13 août 2016.

Notons également, que près de 100 fosses communes ont été retrouvées dans cette même région, appelant ainsi à des enquêtes internationales. Ceci prouve à suffisance le degré de barbarie du régime en place à Kinshasa qui par ailleurs, a causé le déplacement interne d'environ 4,5 millions de

personnes qui vivent dans des situations extrêmement difficiles, sans oublier plus d'un million et demi de déplacés dans d'autres pays africains dont l'Angola, l'Ouganda, la Tanzanie et même l'Afrique du Sud

- les évasions massives des prisonniers dans les milieux carcéraux sur l'ensemble du territoire national, traduisent une situation d'insécurité permanente au pays et démontrent, de cet effet, l'inexistence de l'autorité de l'Etat ;
- la corruption et la concussion érigées en système de gouvernance ;
- le coulage des recettes, les évasions fiscales, les malversations financières ainsi que les détournements systématiques et systémiques des deniers publics perpétrés au grand jour, en toute impunité sous le regard complice des organes de contrôle sensés prévenir ces pratiques.
- Les violations massives des Droits et Libertés fondamentales des Citoyens

7. LE PLAN DE L'UDPS

Ayant compris les manœuvres dilatoires orchestrées par Mr Kabila à travers la CENI pour retarder indéfiniment les élections, l'UDPS a décidé de rompre avec le cycle dialogue-accord-sabotage de l'accord-dialogue-accord-sabotage de l'accord-dialogue....

Pour espérer organiser réellement les élections libres, transparentes et démocratiques en RDC au cours du 1^{er} trimestre de 2018 et ainsi remettre le pays dans son fonctionnement constitutionnel, l'UDPS propose le plan suivant :

7.1 La démission pure et simple de Mr Kabila au plus tard le 31 décembre, 2017 ;

7.2 Une concertation entre les Forces politiques et sociales pour identifier une personnalité consensuelle capable de diriger une courte transition d'environ 6 mois pour préparer essentiellement les élections ;

- 7.3 Nommer un Premier Ministre proposé par l'UDPS ;
- 7.4 Mettre en place un Gouvernement de 25 ministères avec un mandat électoral ;
- 7.5 Mettre en place un parlement de transition
- 7.6 Entreprendre des réformes, notamment dans les medias publics, à la CENI, dans les milieux judiciaires, etc...

8. RECOMMANDATIONS

Pour la réussite de ce plan de redressement et de sortie de la crise qui sévit au Congo, l'UDPS recommande à la Communauté internationale, notamment à la France, la Belgique, Les Etats-Unis et le Canada, ce qui suit :

- 8.1 Rejeter fermement l'idée d'un 3ème dialogue avec Mr Kabila et sa famille politique. Cette stratégie est maintenant utilisée pour distraire la population et les acteurs politiques pendant que Mr Kabila se pérennise au pouvoir. Son retrait décanterait la situation et épargnerait le pays des confrontations chaotiques qui menacent la paix partout au pays ;
- 8.2 Appuyer l'idée d'une courte transition sans Kabila. Ceci sera le seul cadre qui garantira l'organisation des élections dans le délai convenu par tous ;
- 8.3 Soutenir le schéma proposé par l'UDPS du fait qu'elle est la première force politique du pays et qu'elle doit activement participer à son redressement en jouant un rôle clé dans la gouvernance des affaires de l'Etat
- 8.4 Renforcer le mandat de la Monusco, souvent accusée de mollesse devant les multiples violations des droits humains, incluant les meurtres, sans une réaction convainquante.

9. CONTACT

JEAN-MARC KABUND-A-KABUND

SECRETAIRE GENERAL

Siège National : Petit Boul. Lumumba n°2600, Quart. Résidentiel,

Kinshasa/Limete TEL : 243-992 878385 RT 243-818 547 303

Courriel : secgeneraludps@gmail.com